# -DOSSIER CANDIDAT LOCATAIRE-

Adresse du Bien :
Loyer:
Honoraires:
Pièces nécessaires pour la constitution du dossier
• LOCATAIRES :
☐ La fiche « renseignements candidat locataire »
☐ Une photocopie de la pièce d'identité (recto-verso)
☐ Une photocopie du dernier avis d'imposition (toutes les pages)
☐ Une photocopie des justificatifs de revenus (3 derniers bulletins) et/ou contrat de travail.
Un certificat de travail ou une attestation d'emploi précisant la nature du contrat, la rémunération annuelle, et si vous êtes en période d'essai ou de licenciement / ou carte d'étudiant.
Une attestation signée par le dernier propriétaire mentionnant que vous êtes à jour dans le règlement de vos loyers (quittances), ou certificat d'hébergement, ou taxe foncière.
- Après acceptation -
☐ Une attestation d'assurance pour le logement
☐ Un chèque de dépôt de garantie d'un montant de 1 mois de loyer
☐ Un chèque équivalent au premier mois de loyer
☐ Un chèque pour les honoraires de l'agence
<ul> <li>Tous les exemplaires du bail paraphés sur chaque page et signés sur la dernière par le locataire et la personne qui se porte garant</li> <li>Les 2 exemplaires du diagnostic de performance énergétique et diagnostic plomb</li> </ul>
Le formulaire d'autorisation de prélèvement
• GARANT:
☐ Une photocopie d'une pièce d'identité (recto-verso)
Les trois derniers bulletins de salaire
☐ Une photocopie du dernier avis d'imposition sur le revenu (toutes les pages)
☐ Un RIB
☐ Une Taxe foncière et une quittance EDF.
☐ Un engagement de caution (après acceptation)  58 rue Mondenard – 33 000 Bordeaux

# -Fiche Renseignements-

Identité	Locataire 1	Locataire 2
Nom		
Prénom		
Date de naissance		
Lieu de naissance		
Nationalité		

Domicile Actuel	Locataire 1	Locataire 2
Adresse		
Code postal		
Ville		
Téléphone Portable		
Téléphone Fixe		
Adresse Email		

Situation Familiale	Locataire 1	Locataire 2
Célibataire – marié(e) – Séparé(e) - Veuf(ve) – Concubin(e) – Pacsé(e) – Divorcé(e)		
Nombre d'enfant à charge		
Age des enfants à charge		
N° d'allocataire permettant le versement des aides au logement		
Nombre total de personnes qui habiteront les lieux loués		

Référence Bancaire	Locataire 1	Locataire 2
Banque		
Adresse Banque		
Code Postal		
Ville		
Téléphone		
Adresse Email		

syndic - gestion - transaction

Situation Professionnelle	Locataire 1	Locataire 2
Profession		
Employeur (nom, adresse, email, téléphone)		
Date d'embauche		
Type de contrat (cdd ; cdi)		
Salaire mensuel		
Aides sociales		
Autres revenus mensuels		
REVENU GLOBAL MENSUEL NET		
Type de Location	Locataire 1	Locataire 2
Habitation principale, secondaire, professionnelle, commerciale		
CAUTION	CAUTION 1	CAUTION 2
Nom, Prénom		
Adresse		
Numéros de téléphone portable		
Adresse Email		

## INFORMATIQUE ET LIBERTES - CONFIDENTIALITE

Conformément à l'article 27 de la loi du 6 janvier 1978, les personnes physiques disposent du droit d'accès et de rectification à formuler auprès du mandataire. Les modalités de mise en œuvre seront fixées d'un commun accord. Les informations collectées ont un caractère confidentiel et sont réservées exclusivement au mandataire et au bailleur.

En reproduisant, ci-dessous, deux articles du code pénal, nous souhaitons attirer l'attention des candidats locataires et leurs garants sur les risques encourus pour faux et usage de faux.

### Article 441-1

Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques.

Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45000 € d'amende.

### Article 441-7

Indépendamment des cas prévus au présent chapitre, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15000€ d'amende le fait : 1° D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;

- 2° De falsifier une attestation ou un certificat originairement sincère ;
- 3° De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Fait à	le
Certifié exact	
Locataire 1	Locataire 2